

ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. DES MILITANTS DÉTENUS AU SECRET RISQUENT LA RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ

Trois militants vietnamiens, **Trương Minh Đức**, **Nguyễn Trung Tôn** et **Phạm Văn Trội**, sont détenus au secret dans la prison B14 de Hanoï, à la suite de leur arrestation le 30 juillet 2017. Ils souffrent de plusieurs problèmes de santé antérieurs à leur arrestation qui nécessitent un traitement, et encourent des peines pouvant aller jusqu'à la peine capitale, en passant par la réclusion à perpétuité.

Trương Minh Đức, **Nguyễn Trung Tôn** et **Phạm Văn Trội** sont membres du groupe Brotherhood for Democracy, créé en 2013 par Nguyễn Văn Đài, avocat spécialiste des droits humains, pour plaider pacifiquement en faveur de la démocratie au Viêt-Nam. Ils ont été arrêtés séparément le 30 juillet 2017 et sont accusés d'« activités visant à renverser le gouvernement populaire », au titre de l'article 79 du Code pénal de 1999. Cette infraction formulée en termes vagues, qui relève de la section « sécurité nationale » du Code, à la portée excessivement large, est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à la peine capitale, en passant par la réclusion à perpétuité.

Ces trois hommes souffrent de problèmes de santé antérieurs à leur arrestation qui nécessitent des médicaments et des soins médicaux. **Trương Minh Đức** souffre de troubles cardiaques et d'hypertension. Ayant fait une attaque cérébrale mi-mai, il a besoin de prendre plusieurs médicaments quotidiennement afin de contrôler son état de santé et d'empêcher une autre attaque cérébrale ou une attaque cardiaque. **Nguyễn Trung Tôn** souffre de problèmes de reins et de prostate, pour lesquels il prend des médicaments. De plus, il souffre de graves lésions aux genoux depuis qu'il a été enlevé et battu par des inconnus en février 2017. **Phạm Văn Trội** souffre d'un ulcère à l'estomac pour lequel il prend des médicaments. Leurs femmes ont tenté de leur faire passer des médicaments par l'intermédiaire des autorités pénitentiaires, mais elles ne sont pas sûres qu'ils aient été transmis, n'ayant pas pu rendre visite à leurs époux.

La détention au secret peut faciliter la pratique de la torture et des autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants. Lorsqu'elle est prolongée, elle s'apparente en elle-même à une forme de torture ou de traitement cruel, inhumain et dégradant, en vertu des normes et du droit international relatifs aux droits humains. De plus, le droit de communiquer avec un avocat et de préparer sa défense dans les meilleurs délais fait partie intégrante du droit à un procès équitable.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en vietnamien, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités vietnamiennes de libérer **Trương Minh Đức**, **Nguyễn Trung Tôn** et **Phạm Văn Trội** immédiatement et sans condition, car ils ont été privés de leur liberté uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit aux libertés d'expression et d'association ;
- appelez-les, en attendant leur libération, à veiller à ce qu'ils soient protégés contre la torture et toute autre forme de mauvais traitements, et à ce qu'ils puissent entrer en contact avec leurs proches et l'avocat de leur choix, et recevoir les soins médicaux dont ils ont besoin ;
- engagez-les à mettre fin immédiatement aux arrestations arbitraires et au harcèlement des membres de Brotherhood for Democracy et d'autres militants qui expriment leur opinion pacifiquement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 OCTOBRE 2017 À :

Premier ministre
 Nguyễn Xuân Phúc
 Prime Minister's Office
 Hà Nội, Viêt-Nam
 Courriel :
 nguoiiphatngonchinhphu@chinhphu.vn
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Ministre de la Sécurité publique
 Tô Lâm
 44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District Hà
 Nội, Viêt-Nam
 Fax : + 844 3823 1872
 (via le ministère des Affaires étrangères)
 Courriel : ttll.mfa@mofa.gov.vn
Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre des Affaires étrangères et vice-
Premier ministre
 Phạm Bình Minh
 Ministry of Foreign Affairs
 1 Ton That Dam Street, Ba Đình district
 Hà Nội, Viêt-Nam
 Fax : + 844 3823 1872

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. DES MILITANTS DÉTENUS AU SECRET RISQUENT LA RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le matin du 30 juillet 2017, Trương Minh Đức et sa femme ont été arrêtés dans la rue à Ho Chi Minh-Ville par des représentants des autorités vietnamiennes en civil et ont été escortés de force jusqu'à un poste de police local, où on leur a lu un mandat d'arrêt. Ce matin-là, Phạm Văn Trội et Nguyễn Trung Tôn ont également été arrêtés par des policiers à leur domicile, à Hanoï et dans la province de Thanh Hoa respectivement, où on leur a lu un mandat d'arrêt. Une quatrième personne, Nguyễn Bắc Truyền a été victime de disparition forcée ce matin-là également (voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa41/6964/2017/fr/> pour plus d'informations). Selon les médias d'État, les quatre hommes auraient tous un lien avec l'avocat des droits humains Nguyễn Văn Đài, qui a lui-même été arrêté à Hanoï le 16 décembre 2015 et qui, avec son collègue Le Thu Ha, est accusé de « propagande » contre l'État au titre de l'article 88 du Code pénal et de « activités visant à renverser le gouvernement populaire », au titre de l'article 79.

Trương Minh Đức est un ancien journaliste et prisonnier d'opinion. Avant son arrestation, il travaillait en tant qu'administrateur pour Brotherhood for Democracy et en tant que défenseur pour le mouvement de défense des travailleurs vietnamien, pour lequel il éduquait les travailleurs sur le sujet de leurs droits humains. Il a été arrêté en 2007 et emprisonné pendant cinq ans après avoir été reconnu coupable d'avoir « perverti les libertés démocratiques afin de porter atteinte aux intérêts de l'État », au titre de l'article 258 du Code pénal, parce qu'il avait dénoncé des confiscations de terres dans plusieurs publications vietnamiennes. En mai 2009, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déclaré que sa détention était arbitraire (Avis 1/2009), mais il est resté en prison jusqu'à la fin de sa peine. Depuis sa libération en 2012, les autorités ont régulièrement effectué des descentes à son domicile, ce qui a rendu difficile pour sa famille de gagner sa vie en louant des chambres à l'arrière de leur propriété. Ses enfants majeurs ont été interrogés à de nombreuses reprises par des représentants de l'État au sujet de ses activités, et il a plusieurs fois été violemment battu par des hommes en civils qu'il a reconnus comme étant des membres des forces de sécurité.

Nguyễn Trung Tôn est un pasteur protestant et un ancien prisonnier d'opinion qui a écrit sur la liberté de religion au Viêt-Nam et s'est mobilisé en sa faveur. Il a été arrêté en janvier 2011 à cause de ses écrits et a été emprisonné pendant deux ans après avoir été reconnu coupable de « propagande » contre l'État au titre de l'article 88 du Code pénal. Nguyễn Trung Tôn et sa famille sont depuis de nombreuses années victimes de harcèlement de la part des autorités et d'agresseurs inconnus. Des déchets, de l'huile et de la terre ont été jetés sur un étal géré par sa femme et sur leur domicile familial à de nombreuses reprises. En février 2017, Nguyễn Trung Tôn et un de ses amis ont été enlevés par des inconnus dans la province de Quang Binh et ont été gravement battus. Il a été hospitalisé et a eu besoin d'être opéré des genoux.

Phạm Văn Trội est un écrivain, un militant et un ancien prisonnier d'opinion. Il a conseillé des travailleurs et des victimes de confiscations de terres et a écrit sur les droits humains et la démocratie. Il a été arrêté en septembre 2008 pour ses écrits louant la démocratie pluraliste et a été emprisonné pendant quatre ans, dont six mois en détention à l'isolement, après avoir été reconnu coupable de « propagande » contre l'État au titre de l'article 88 du Code pénal. En mai 2009, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déclaré que sa détention était arbitraire (Avis 1/2009), mais il est resté en prison jusqu'à la fin de sa peine.

Le Viêt-Nam est actuellement le théâtre d'une campagne prolongée de répression contre les droits humains, en raison de laquelle au moins quinze militants pacifiques et personnes critiquant le gouvernement ont été arrêtés et détenus arbitrairement depuis janvier 2017. Au Viêt-Nam, les conditions de détention sont très dures ; la nourriture et les soins médicaux sont insuffisants et ne respectent pas les obligations minimales prévues par l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (règles Mandela) et par d'autres normes internationales.

Noms : Trương Minh Đức, Nguyễn Trung Tôn et Phạm Văn Trội
Hommes

AU 204/17, ASA 41/7059/2017, 8 septembre 2017